



FORUM PARLEMENTAIRE
sur les Armes Légères et de Petit Calibre

Déclaration de Principe sur la religion et la violence

Bureau du Forum Parlementaire sur les armes légères et de petit calibre,
réunion à Managua, Nicaragua, le 24 octobre 2009

À travers l'histoire, la religion a été utilisée comme prétexte pour les conflits, la violence et la guerre. Des guerres entre les chrétiens et les musulmans du 11^{ème} au 14^{ème} siècles, de la Guerre de Trente Ans au 17^{ème} siècle entre protestants et catholiques, jusqu'au conflit actuel entre les Arabes et Israël, les troubles entre chrétiens catholiques et protestants en Irlande du Nord et les hostilités entre hindous et musulmans en Inde, la religion a été un facteur qui attise le conflit.

Pendant la guerre froide, la religion était un facteur moins visible dans les conflits internationaux, qui, à la place, s'articulaient autour de l'idéologie populaire et la tension géopolitique entre les deux superpuissances. Dans de nombreuses parties du monde, le 20^{ème} siècle a été une époque de tension entre les autorités religieuses et séculaires, ce qui, dans certains cas, a créé des barrières entre elles. Dans d'autres cas, les personnalités religieuses et laïques de premier plan et étaient capables, au moyen du dialogue, d'aider au développement d'importants principes des droits de l'homme et de la démocratie.

Cependant, depuis la fin de la guerre froide, la religion est revenue, aussi bien sur le devant de la scène mondiale ainsi que les régions de conflits, présentant souvent un défi aux principes de sécularisation développés pendant le 20^{ème} siècle. La réapparition de la religion dans les conflits politiques n'est pas nécessairement une expression du « *choc des civilisations* » comme le disent certains universitaires, ni le retour aux antagonismes historiques qui sévissaient au début des temps, dans lesquels le pouvoir politique et le pouvoir religieux fusionnaient pour démoniser un opposant. En outre, il n'est pas nécessairement vrai qu'il existe une tension entre les autorités religieuses et laïques, bien que des exemples de ces chocs existent bien.

Le fait est plutôt que le monde vit une rupture entre les religions et les cultures. Au sein des religions, il existe des groupes qui, bien enracinés dans leurs propres traditions, désirent établir un contact et engager le dialogue avec d'autres cultures, en vue de développer des valeurs et des principes communs et de répondre aux défis de la mondialisation et du multiculturalisme croissant des sociétés. Dans le même temps, il existe d'autres groupes qui s'enferment dans leurs traditions puisqu'ils croient qu'elles constituent la seule vérité, divisant ainsi l'humanité entre les « *vrais croyants* » et les « *infidèles* ».

Les institutions politiques laïques traditionnelles se sont souvent avérées non préparées à répondre ou même à comprendre la réapparition de la religion dans la vie politique et les conflits. C'est en partie le résultat de la conception laïque de la religion comme une affaire purement privée, et, par conséquent, totalement séparée de la vie politique.

Il est vrai que certains aspects de la religion devraient être considérés comme privés. Les expériences spirituelles doivent être gérées par les individus. La théologie et l'interprétation de la foi sont des questions à considérer par les individus, les institutions religieuses et les universités, et elles devraient donc normalement être séparées de la vie politique. Cependant, la religion est également une expression d'éthique sociale, de relations humaines et d'identité humaine. Avec l'ethnicité, la nationalité, le langage et la classe, la religion constitue souvent une part importante de l'identité d'une personne et, dans de tels cas, elle peut donc être considérée comme un porteur essentiel de culture, de tradition et d'histoire aussi bien qu'une force sociale majeure qui sert à maintenir la cohésion d'une communauté.

Ces aspects de la religion sont, de cette manière, des questions politiques, et ils ne peuvent pas être simplement relégués au domaine des individus ou des institutions religieuses. Il est donc nécessaire qu'il existe une conscience et une interaction politiques avec les religions, dans le but aussi bien d'utiliser leur contribution possible à une évolution pacifique, que de contrer leur rôle potentiellement destructif dans des situations de tensions politiques.

Dans un discours historique prononcé à l'université du Caire le 4 juin 2009, le président des États-Unis, Barack Obama, s'adresse au monde musulman, disant : « *Tant que notre relation restera définie par nos différences, nous donnerons du pouvoir à ceux qui sèment la haine et non la paix et qui encouragent le conflit au lieu de la coopération qui peut aider nos deux peuples à connaître la justice et la prospérité. C'est ce cycle de la méfiance et de la discorde qui doit être brisé.* » Réalisant les difficultés à venir, il demande un dialogue ouvert et une compréhension mutuelle entre les Américains et les musulmans du monde entier.

Les autorités religieuses ont occupé des positions importantes dans les processus de paix et de réconciliation de nombreuses sociétés rongées par les conflits et ils ont contribué à la promotion de la paix et à la réduction de la violence dans le monde entier. Les autorités religieuses et les chefs spirituels tels que l'archevêque Desmond Tutu, le Mahatma Gandhi, Martin Luther King et Said Nursi représentent, pour beaucoup de gens, le combat pacifique contre la haine et la discrimination.

Le fait d'impliquer les autorités religieuses dans le processus de paix et de réconciliation peut apporter une dimension supplémentaire de légitimité qui peut faire défaut aux autorités laïques. Par exemple, la commission Vérité et réconciliation de l'Afrique du Sud après l'apartheid était dirigée par des autorités religieuses de premier rang plutôt que par des avocats et des juges.

Alors que de nombreux domaines de reconstruction d'après-conflit sont essentiellement dépendants des volontés politiques et des ressources financières, les questions telles que le pardon et la réconciliation sont beaucoup plus compliquées. Pour qu'une société pardonne et opère une réconciliation, il faut atteindre plus profondément dans les sentiments des êtres humains et cela peut exiger des outils dont les structures politiques ne sont pas obligatoirement équipées. Ce qui est, peut-être, l'une des raisons pour lesquelles les autorités religieuses ont acquis un rôle de

premier plant dans des pays qui ont mis en œuvre des commissions de vérité et de réconciliation d'après-conflit.

Lors de la fondation de l'ONU en 1945, de nombreuses autorités religieuses avaient insisté pour que ce ne soient pas seulement les grandes puissances, mais aussi les petites nations, qui aient leur mot à dire. Un certain nombre d'années après, lors de l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, les mêmes autorités religieuses ont inspiré la formulation de l'Article 18 : *« Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites. »*

En Amérique Latine, dans les années 1970 et 1980, l'église catholique a pris diverses positions concernant les droits de l'Homme et la démocratie. Alors que certains prêtres et évêques prônaient les droits de l'Homme et la justice sociale pour les pauvres, d'autres conservaient leur soutien aux régimes autoritaires.

Dans de nombreuses régions d'Asie, les moines bouddhistes ont pris la tête des luttes non violentes pour la liberté, la démocratie et les droits de l'Homme. Un exemple récent l'illustre en Birmanie/Myanmar dans les manifestations pacifiques menées en 2008 par des moines contre le régime autoritaire.

En Afrique occidentale, la tension entre les chrétiens et les musulmans s'est fortement renforcée pendant les dix dernières années. Cependant, dans les pays et les contextes où des chefs musulmans et des chrétiens ont formé des conseils interreligieux, ils ont trouvé des mécanismes pour réduire la tension et prévenir l'extension des conflits.

Dans le monde entier, les femmes sont victimes de pratiques discriminatoires, pour des raisons religieuses aussi bien que culturelles. De nombreuses orientations religieuses soutiennent encore les structures patriarcales traditionnelles qui sont par nature discriminatoires envers les femmes. En outre, les autorités religieuses ont un long passé de suppression des droits des communautés de lesbiennes, de gays, de bisexuels, des transsexuels (LGBT). Dans certains pays, l'homosexualité est considérée comme illégale et peut résulter dans de sévères pénalités. Même lorsqu'elle n'est pas interdite par la loi, le fait d'être ouvert au sujet de son orientation sexuelle peut entraîner de gros risques d'abus psychologiques et physiques. Avec les progrès de la mondialisation, les droits des femmes et des LGBT sont devenus un point de focalisation du débat concernant les différences de traditions culturelles et religieuses.

Objectifs

Le Bureau du Forum Parlementaire sur les Armes légères et de petit calibre, réuni à Managua, Nicaragua le 24 octobre 2009 :

Est convaincu que la législation ne doit pas se fonder sur des arguments religieux, mais devrait accorder la liberté religieuse à tout individu, ainsi que la liberté de ne pas pratiquer de religion s'il le désire, et donne aux membres de Forum mandat de travailler vers une démocratie ouverte et généreuse, reflétant la volonté de toutes les populations, quelle que soit leur affiliation religieuse ;

Reconnaît le rôle positif joué par les représentants et les autorités religieuses dans les processus de vérité, de paix et de réconciliation ;

Favorise une compréhension politique plus profonde et une interaction avec la religion et les autorités religieuses pour mieux tirer profit du potentiel de la religion dans les processus de paix et pour empêcher que la religion alimente les conflits et les tensions.

Reconnaît les travaux constructifs effectués par les conseils interreligieux dans les zones de conflits et encourage la formation de ces conseils pour mieux gérer le dialogue entre les majorités et minorités religieuses.

Soutient la Déclaration de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction ;

Favorise le dialogue multireligieux et la coopération entre les autorités religieuses, les hommes politiques et la société laïque en tant que facteur important pour créer une société ouverte et tolérante et pour prévenir l'intolérance et les préjugés ;

Reconnaît le rôle de l'information et de l'éducation en créant une meilleure compréhension de la relation entre la religion et la politique ;

Rejette toutes les formes de fondamentalisme agressif, religieux ainsi que laïque, et encourage la création d'une approche commune à appliquer par les autorités religieuses pour faire face à la menace découlant de l'intolérance et de l'ignorance ;

Encourage les autorités de toutes les religions à formuler un code de conduite commun pendant les périodes de conflit et de troubles sociaux dans le but d'empêcher que la religion ne devienne un prétexte de violence et de discrimination ;

Exhorte les autorités religieuses à utiliser leur influence pour favoriser les droits des femmes ainsi que des LGBT dans la société et souligne que la religion, en tant que pouvoir social, est aussi bien responsable que capable de plaider pour les droits de l'homme au bénéfice de tous les individus, quel que soit leur sexe ou leur orientation sexuelle.